

801 FRANCE

Société à responsabilité limitée " société à associé unique"
au capital de 18 911 370 euros
Siège social : 126 Zone Artisanale la Prato 1
84210 PERNES LES FONTAINES
421 906 132 RCS AVIGNON

**DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 30 JUIN 2025**

**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élevant à 4 266 786,53 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice - 4 266 786,53 euros

Aux « Autres réserves » 496 878,76 euros

Solde au « Report à nouveau » 3 769 907,77 euros

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Certifié conforme
La Gérance



801 France

Société à Responsabilité Limitée
126 Z.A. La Prato 1
84210 PERNES-LES-FONTAINES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Le 27 juin 2025



**Passionnement
engagé.**

Tel: +33 (0)1 58 36 04 30
www.bdo.fr

43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
FRANCE

801 FRANCE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique de la société 801 FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 801 FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans le paragraphe « Notification d'un contrôle fiscal » dans la note « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la notification d'un contrôle fiscal.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 juin 2025

Signé par :

73993D4333184CE...
BDO PARIS
Représenté par Jean-Charles BOUCHER
Commissaire aux comptes

COMPTES ANNUELS
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

SARL 801 FRANCE

126 Z.A.La Prato 1

84210 PERNES LES FONTAINES
France

exponens 

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
inscrit au tableau de l'ordre de Paris
<http://www.exponens.com>

COMPTES ANNUELS

- BILAN ACTIF -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 011	11 011		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	21 488 827	9 557 752	11 931 075	8 501 208
Autres immobilisations corporelles	1 442 642	712 050	730 593	398 443
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	4 318		4 318	1 672 760
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées selon méthode équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 953		6 953	6 953
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	22 953 751	10 280 812	12 672 939	10 579 364
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	281 040		281 040	206 334
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 465 062		1 465 062	433 581
Autres créances	9 167 235		9 167 235	8 333 254
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 556 741		1 556 741	1 145 656
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	293 219		293 219	106 373
TOTAL ACTIF CIRCULANT	12 763 296		12 763 296	10 225 198
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	35 717 047	10 280 812	25 436 235	20 804 562
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé: 18 911 370,00)	18 911 370	10 161 970
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	217 937	217 937
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	496 879	3 737 137
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-4 266 787	-3 240 258
Situation Nette	15 359 399	10 876 786
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	815 180	748 270
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 174 579	11 625 055
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	43 500	
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	43 500	
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 119	1 070
Emprunts et dettes financières divers (3)	8	275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 053 506	740 445
Dettes fiscales et sociales	2 575 820	6 042 488
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	587 702	2 395 229
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	9 218 155	9 179 507
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	25 436 235	20 804 562
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à plus d'un an	
	à moins d'un an	
	9 218 155,00	9 179 507,00
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :	1 119,00	1 070,00
(3) Dont emprunts participatifs :		

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

			N	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				
Production vendue - biens				
Production vendue - services	65 785	30 220 551	30 286 335	27 091 990
Chiffre d'affaires net	65 785	30 220 551	30 286 335	27 091 990
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			229 666	200 869
Autres produits			570	2 108
Total des produits d'exploitation I (1)			30 516 571	27 294 966
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			8 492 421	6 599 233
Impôts, taxes et versements assimilés			1 281 003	1 020 290
Salaires et traitements			12 165 542	12 105 968
Charges sociales			3 554 136	3 920 681
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortiss...			3 267 761	2 236 112
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisio...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux provisi...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux prov...			43 500	
Autres charges			26 536	10 707
Total des charges d'exploitations II (2)			28 830 898	25 892 991
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 685 673	1 401 975
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobil...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			4 634	2 143
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			16 861	4 853
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			21 495	6 996

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change	27 093	15 658
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	27 093	15 658
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	-5 598	-8 662
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 680 075	1 393 312
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	599 847	1 687 348
Reprises sur provisions et transferts de charges	202 696	387 367
Total des produits Exceptionnels VI	802 543	2 074 715
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 842 315	1 041 613
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	643 233	1 683 522
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	269 607	224 423
Total des charges exceptionnelles VII	4 755 155	2 949 558
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-3 952 612	-874 842
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	314 100	279 050
Impôts sur les bénéfices	1 680 149	3 479 678
BENEFICE OU PERTE	-4 266 787	-3 240 258
Renvois:		
(1) dont produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) dont charges d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(3) dont crédit-bail mobilier :	2 823,00	3 931,00
(3) dont crédit-bail immobilier :		
(5) dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) dont intérêts concernant les entreprises liées :		

ANNEXE COMPTABLE

801 FRANCE

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 25 436 235€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte nette comptable de -4 266 787€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Évènements principaux

En date du 17 décembre 2024, l'associé unique a décidé une augmentation de capital d'un montant de 8.749.400 euros par l'émission de 874.940 actions nouvelles de 10 euros chacune, par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société. Le capital est fixé à 18.911.370 euros.

Conséquences du conflit en Ukraine

Le début du conflit armé en Ukraine le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent une source potentielle de risques et d'incertitudes fortes dont les conséquences économiques (directes et indirectes), financières, sociales et environnementales pourraient avoir des impacts négatifs significatifs sur tous les acteurs économiques.

La société 801 FRANCE n'opère ni en Ukraine, ni en Russie, à savoir qu'aucune activité n'est réalisée en Ukraine et/ou en Russie. Le groupe reste attentif aux effets indirects du conflit et des sanctions sur ses activités (chaîne d'approvisionnement, augmentation de l'inflation, ...). A cette date, aucune incidence significative sur l'activité de la société n'a été identifiée.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Informations relatives au bilan

ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Tableau des immobilisations

Immobilisations incorporelles et corporelles	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Incorporelles (I)	-	-	-	-	-	-
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	11 011	-	-	-	-	11 011
Installations techniques, matériels et outillages industriels	15 787 090	-	7 200 241	-	1 498 504	21 488 827
Installations générales, agencements, aménagements divers	597 724	-	406 609	-	14 453	989 880
Matériel de transport	19 835	-	-	-	-	19 835
Matériel de bureau et informatique, mobilier	365 517	-	67 411	-	-	432 928
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	1 672 760	-	4 318	1 672 760	-	4 318
Total Immobilisations Corporelles (II)	18 453 936	-	7 678 578	1 672 760	1 512 957	22 946 798

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Amortissements dérogatoires

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 01/01/2005 des règlements CRC 2002-10 et 2004-6, figurent désormais en amortissements dérogatoires les amortissements suivants :

- Amortissements dérogatoires résultant de la base d'amortissement : Différentiel d'amortissements entre les amortissements calculés sur le coût d'entrée en immobilisations et les amortissements calculés sur cette même valeur, diminuée de la valeur résiduelle.
- La provision pour amortissements dérogatoires s'élève à 815.180,43 euros au 31/12/2024.

Durées d'amortissement

Immobilisations	Mode	Durée
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 6 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Tableau des amortissements

Amortissements	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
		Amortissement	Amortissement	
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencts, amén. constr.	11 011	-	-	11 011
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	7 285 882	3 138 088	866 219	9 557 752
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencts, aménag. divers	271 984	79 188	1 562	349 611
Autres immo. corp.- Matériel de transport	19 835	-	-	19 835
Autres immo. corp.- Matériel de bureau et inform., mobilier	292 813	49 790	-	342 603
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement. Corporelles (Total III)	7 881 525	3 267 066	867 781	10 280 812
TOTAL Général	7 881 525	3 267 066	867 781	10 280 812

Immobilisations financières

Immobilisations financières	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Participations évaluées selon méthode équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts & Autres Immobilisations financières	6 953	-	-	-	-	6 953
Total	6 953	-	-	-	-	6 953

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements versés lors de la signature des baux des locaux loués.

Actif circulant

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 10 932 469 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES CREANCES		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		6 953	-	6 953
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances clients		1 465 062	1 465 062	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
État et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 209 323	3 209 323	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		5 957 912	5 957 912	-
Charges constatées d'avance		293 219	293 219	-
Totaux		10 932 469	10 925 516	6 953
Prêts accordés en cours d'exercice		-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		-		

Produits à recevoir

Produits à recevoir		Montant
Intérêts Courus	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
	Valeurs Mobilières de Placement	-
Autres Produits	Facture à Établir	-
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	6 250
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	-
Total		6 250

Compte de régularisation actif

Charges constatées d’avance

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	293 219		
Total	293 219		

PASSIF

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d’un montant de 18 911 370 euros décomposé en 1 016 187 titres d’une valeur nominale de 10,00 euros.

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
Actions ou parts composant le capital social au début de l'exercice	1 016 197	10,00
Actions ou parts émises pendant l'exercice	874 940	10,00
Augmentation de la valeur nominale des parts ou actions		
Actions ou parts composant le capital social en fin d'exercice	1 891 137	10,00

La société ne détient aucune de ses propres actions. La SARL 801FRANCE est détenue à 100% par la société américaine BACKROADS située au 801 Cedar Street, 1800 Berkeley, California 94710 aux Etats-Unis.

Tableau de variation des capitaux propres

Décision de l’assemblée générale du 29 juin 2024.

Variation des fonds propres	Solde à l’ouverture	Affectation du résultat	Autres variations		Solde à la clôture
			Augmentation	Diminution	
Capital Social	10 161 970		8 749 400		18 911 370
Réserve légale	217 937				217 937
Réserves statutaires, contractuelles					-
Réserves réglementées					-
Autres réserves	3 737 137	-3 240 258			496 879
Report à nouveau					-
Résultat de l'exercice	-3 240 258	3 240 258	3 240 258	4 266 787	-4 266 787
Dividende					
Total	10 876 786	0	11 989 658	4 266 787	15 359 399

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Tableau des provisions

Provisions	Montant début de l'exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin de l'exercice
I - Provisions règlementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	-	-	-	-
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI)	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	748 270	269 607	202 696	815 180
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	-	-	-	-
Autres provisions règlementées	-	-	-	-
TOTAL I	748 270	269 607	202 696	815 180
II - Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	-	43 500	-	43 500
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	-	-	-	-
Provision pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL II	-	43 500	-	43 500
III - Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations :				
- incorporelles	-	-	-	-
- corporelles	-	-	-	-
- titres mis en équivalence	-	-	-	-
- titres de participations	-	-	-	-
- autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur stocks et en cours	-	-	-	-
Sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL III	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	748 270	313 107	202 696	858 680
Dont dotations et reprises				
- D'exploitation		43 500	-	
- Financières		-	-	
- Exceptionnelles		269 607	202 696	

Les reprises de provision ont toutes été utilisées au cours de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis
- Base de calcul : salaire annuel moyen
- Taux d'actualisation : 3,36 %
- Coefficient de revalorisation : 2 %
- Age du départ à la retraite : 65 ans
- Initiative du départ : salarié
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de mortalité : TG 05
- Taux de charges sociales : 45 %

		Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Engagement retraite	Provisionné			
	Non Provisionné	90 221		
Total		90 221		

Dettes

Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 218 155 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	+ 1an, 5 ans au +	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max. à l'origine	1 119	1 119	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	6 053 506	6 053 506	-	-
Personnel et comptes rattachés	599 348	599 348	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	592 803	592 803	-	-
Impôts sur les bénéfices	143 935	143 935	-	-
T.V.A.	352	352	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	1 239 382	1 239 382	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	8	8	-	-
Autres dettes	587 702	587 702	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	9 218 155	9 218 155	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	-			

Charges à payer

Charges à Payer :		Montant
Congés payés	Congés payés	269 114
	Charges sociales	-
	Charges fiscales	-
Intérêts Courns	Emprunts et Dettes	-
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	1 119
	Concours bancaires courants	-
Autres Charges	Factures à recevoir	282 159
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	-
	Participations des salariés	314 100
	Personnel	12 178
	Organismes Sociaux	192 708
	Autres charges fiscales	1 222 858
	Divers	-
Total		2 294 236

Évaluation des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

		France	Etranger	Total
Marchandises		-	-	-
Production	Biens	-	-	-
	Services	65 785	30 220 551	30 286 335
Chiffre d'affaires total		65 785	30 220 551	30 286 335

Transferts de charges

Nature	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges	4 014	-1 000
Transferts de changes (pourboires)	143 757	151 693
Autres remboursements	5 327	
Remboursements indemnités assurance	76 568	50 176
Total	229 666	200 869

Résultat financier

	Exercice N	Exercice N-1
Produits Financiers de Participations	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	4 634	2 143
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	16 861	4 853
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total Produits Financiers	21 495	6 996
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Différence négative de changes sur les créances et dettes financières	27 093	15 658
Intérêts et charges assimilées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	27 093	15 658
Résultat financier	-5 598	-8 662

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits Exceptionnels sur Opération en capital	599 847	1 687 348
Reprise pour provisions pour risques et charges	202 696	387 367
Total produits exceptionnels	802 543	2 074 715
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 842 315	1 041 613
Charges Exceptionnelle sur Opération en capital	643 233	1 683 522
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	269 607	224 423
Total charges exceptionnelles	4 755 155	2 949 558
Résultat exceptionnel	-3 952 612	-874 842

Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt

	Avant IS	Impôt taux réduit (*)	Impôt taux normal (*)	Résultat Net
Résultat courant	1 680 075		2 498 618	-818 543
Résultat exceptionnel	-3 952 612		-748 706	-3 203 906
Participation des salariés	-314 100		-69 763	-244 337
Total	-2 586 637	-	1 680 149	- 4 266 787

(*) Comporte les crédits d'impôts.

Honoraires des commissaires aux comptes

Exercice N	Montant
Mission de contrôle légal des comptes	10 000
Autres prestations	
Total	10 000

Autres informations spécifiques

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de :

Catégorie	Effectif moyen
Cadres	
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	150
Ouvriers	
Total	150

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Autres engagements donnés (crédit-bail mobilier)	2 823
Engagement en matière de pensions	90 221
Total	93 044
Dont concernant :	
- Les dirigeants	
- Les filiales	
- Les participations	
- Les autres entreprises liées	

Notification d'un contrôle fiscal

Un contrôle fiscal a lieu portant sur les exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 et uniquement sur la TVA pour la période allant du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018.

L'administration fiscale a étendu son contrôle à la société du Groupe, Backroads Inc, car elle considère que cette dernière a un établissement permanent en France. Backroads Inc étant le client de 801France et l'administration fiscale considérant que celle-ci a un établissement stable en France, elle en a conclu que 801France aurait dû facturer avec TVA ses prestations à Backroads Inc.

Aussi, des propositions de rectification fiscale au titre de ces 4 exercices ont été adressées à la société 801France contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 5.931.466 euros en principal et 414.425 euros en pénalités de retard, soit un total de 6.345.891 euros. Un avis de mise en recouvrement pour cette somme a été envoyé à la société le 16 décembre 2022 qui est contesté.

Les sommes redressées sont contestées par la société. Cette dernière considère la position de l'administration fiscale concernant la présence d'un établissement permanent de Backroads Inc en France comme infondée.

Bien que la société conteste les sommes redressées, elle a payé à l'administration fiscale le 23 mars 2023 le montant de 5.464.430,59 euros. Ce montant complété du montant de 467.035,41 euros saisi le 3 novembre 2020 par l'administration fiscale correspond au montant des droits de 5.931.466 euros sans les pénalités de retard de 414.425 euros. Aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, le 22 décembre 2022, la société a reçu une proposition de rectification fiscal portant sur la TVA de l'exercice clos au 31 décembre 2019 contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 2.906.987 euros en principal et 237.149 euros en intérêts de retard. Ces sommes sont également contestées par la société pour le même motif que celui du contrôle fiscal précédent et aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Soutien financier du Groupe

La société mère BACKROADS confirme soutenir financièrement sa filiale 801France jusqu'au 30 juin 2026.

SARL 801 FRANCE

126 Z.A.La Prato 1

84210 PERNES LES FONTAINES
France

*certifiés sincères
et conformes
Stany Lank*

exponens

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
inscrit au tableau de l'ordre de Paris
<http://www.exponens.com>

- BILAN ACTIF -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 011	11 011		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	21 488 827	9 557 752	11 931 075	8 501 208
Autres immobilisations corporelles	1 442 642	712 050	730 593	398 443
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	4 318		4 318	1 672 760
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées selon méthode équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 953		6 953	6 953
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	22 953 751	10 280 812	12 672 939	10 579 364
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	281 040		281 040	206 334
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 465 062		1 465 062	433 581
Autres créances	9 167 235		9 167 235	8 333 254
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 556 741		1 556 741	1 145 656
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	293 219		293 219	106 373
TOTAL ACTIF CIRCULANT	12 763 296		12 763 296	10 225 198
Frais d'émissions d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	35 717 047	10 280 812	25 436 235	20 804 562
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé: 18 911 370,00)	18 911 370	10 161 970
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	217 937	217 937
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	496 879	3 737 137
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-4 266 787	-3 240 258
Situation Nette	15 359 399	10 876 786
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	815 180	748 270
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 174 579	11 625 055
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	43 500	
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	43 500	
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 119	1 070
Emprunts et dettes financières divers (3)	8	275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 053 506	740 445
Dettes fiscales et sociales	2 575 820	6 042 488
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	587 702	2 395 229
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	9 218 155	9 179 507
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	25 436 235	20 804 562
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à plus d'un an	
	à moins d'un an	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :	9 218 155,00	9 179 507,00
(3) Dont emprunts participatifs :	1 119,00	1 070,00

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

			N	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				
Production vendue - biens				
Production vendue - services	65 785	30 220 551	30 286 335	27 091 990
Chiffre d'affaires net	65 785	30 220 551	30 286 335	27 091 990
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			229 666	200 869
Autres produits			570	2 108
Total des produits d'exploitation I (1)			30 516 571	27 294 966
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			8 492 421	6 599 233
Impôts, taxes et versements assimilés			1 281 003	1 020 290
Salaires et traitements			12 165 542	12 105 968
Charges sociales			3 554 136	3 920 681
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortiss...			3 267 761	2 236 112
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisio...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux provisi...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux prov...			43 500	
Autres charges			26 536	10 707
Total des charges d'exploitations II (2)			28 830 898	25 892 991
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 685 673	1 401 975
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobil...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			4 634	2 143
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			16 861	4 853
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			21 495	6 996

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change	27 093	15 658
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	27 093	15 658
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	-5 598	-8 662
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 680 075	1 393 312
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	599 847	1 687 348
Reprises sur provisions et transferts de charges	202 696	387 367
Total des produits Exceptionnels VI	802 543	2 074 715
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 842 315	1 041 613
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	643 233	1 683 522
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	269 607	224 423
Total des charges exceptionnelles VII	4 755 155	2 949 558
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-3 952 612	-874 842
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	314 100	279 050
Impôts sur les bénéfices	1 680 149	3 479 678
BENEFICE OU PERTE	-4 266 787	-3 240 258
Renvois:		
(1) dont produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) dont charges d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(3) dont crédit-bail mobilier :	2 823,00	3 931,00
(3) dont crédit-bail immobilier :		
(5) dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) dont intérêts concernant les entreprises liées :		

ANNEXE COMPTABLE

801 FRANCE

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 25 436 235€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte nette comptable de -4 266 787€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Evènements principaux

En date du 17 décembre 2024, l'associé unique a décidé une augmentation de capital d'un montant de 8.749.400 euros par l'émission de 874.940 actions nouvelles de 10 euros chacune, par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société. Le capital est fixé à 18.911.370 euros.

Conséquences du conflit en Ukraine

Le début du conflit armé en Ukraine le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent une source potentielle de risques et d'incertitudes fortes dont les conséquences économiques (directes et indirectes), financières, sociales et environnementales pourraient avoir des impacts négatifs significatifs sur tous les acteurs économiques.

La société 801 FRANCE n'opère ni en Ukraine, ni en Russie, à savoir qu'aucune activité n'est réalisée en Ukraine et/ou en Russie. Le groupe reste attentif aux effets indirects du conflit et des sanctions sur ses activités (chaîne d'approvisionnement, augmentation de l'inflation, ...). A cette date, aucune incidence significative sur l'activité de la société n'a été identifiée.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Informations relatives au bilan

ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Tableau des immobilisations

Immobilisations incorporelles et corporelles	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Incorporelles (I)	-	-	-	-	-	-
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	11 011	-	-	-	-	11 011
Installations techniques, matériels et outillages industriels	15 787 090	-	7 200 241	-	1 498 504	21 488 827
Installations générales, agencements, aménagements divers	597 724	-	406 609	-	14 453	989 880
Matériel de transport	19 835	-	-	-	-	19 835
Matériel de bureau et informatique, mobilier	365 517	-	67 411	-	-	432 928
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	1 672 760	-	4 318	1 672 760	-	4 318
Total Immobilisations Corporelles (II)	18 453 936	-	7 678 578	1 672 760	1 512 957	22 946 798

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Amortissements dérogatoires

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 01/01/2005 des règlements CRC 2002-10 et 2004-6, figurent désormais en amortissements dérogatoires les amortissements suivants :

- Amortissements dérogatoires résultant de la base d'amortissement : Différentiel d'amortissements entre les amortissements calculés sur le coût d'entrée en immobilisations et les amortissements calculés sur cette même valeur, diminuée de la valeur résiduelle.
- La provision pour amortissements dérogatoires s'élève à 815.180,43 euros au 31/12/2024.

Durées d'amortissement

Immobilisations	Mode	Durée
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 6 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Tableau des amortissements

Amortissements	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
		Amortissement	Amortissement	
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencts, amén. constr.	11 011	-	-	11 011
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	7 285 882	3 138 088	866 219	9 557 752
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencts, aménag. divers	271 984	79 188	1 562	349 611
Autres immo. corp.- Matériel de transport	19 835	-	-	19 835
Autres immo. corp.- Matériel de bureau et inform., mobilier	292 813	49 790	-	342 603
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement. Corporelles (Total III)	7 881 525	3 267 066	867 781	10 280 812
TOTAL Général	7 881 525	3 267 066	867 781	10 280 812

Immobilisations financières

Immobilisations financières	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Participations évaluées selon méthode équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts & Autres Immobilisations financières	6 953	-	-	-	-	6 953
Total	6 953	-	-	-	-	6 953

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements versés lors de la signature des baux des locaux loués.

Actif circulant

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 10 932 469 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES CREANCES		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		6 953	-	6 953
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances clients		1 465 062	1 465 062	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
État et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 209 323	3 209 323	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		5 957 912	5 957 912	-
Charges constatées d'avance		293 219	293 219	-
Totaux		10 932 469	10 925 516	6 953
Prêts accordés en cours d'exercice		-	-	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-	-	-
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		-	-	-

Produits à recevoir

Produits à recevoir		Montant
Intérêts Courus	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
	Valeurs Mobilières de Placement	-
		-
Autres Produits	Facture à Établir	-
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	6 250
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	-
Total		6 250

Compte de régularisation actif

Charges constatées d'avance

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	293 219		
Total	293 219		

PASSIF

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 18 911 370 euros décomposé en 1 016 187 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
Actions ou parts composant le capital social au début de l'exercice	1 016 197	10,00
Actions ou parts émises pendant l'exercice	874 940	10,00
Augmentation de la valeur nominale des parts ou actions		
Actions ou parts composant le capital social en fin d'exercice	1 891 137	10,00

La société ne détient aucune de ses propres actions. La SARL 801FRANCE est détenue à 100% par la société américaine BACKROADS située au 801 Cedar Street, 1800 Berkeley, California 94710 aux Etats-Unis.

Tableau de variation des capitaux propres

Décision de l'assemblée générale du 29 juin 2024.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Autres variations		Solde à la clôture
			Augmentation	Diminution	
Capital Social	10 161 970		8 749 400		18 911 370
Réserve légale	217 937				217 937
Réserves statutaires, contractuelles					-
Réserves réglementées					-
Autres réserves	3 737 137	-3 240 258			496 879
Report à nouveau					-
Résultat de l'exercice	-3 240 258	3 240 258	3 240 258	4 266 787	-4 266 787
Dividende					
Total	10 876 786	0	11 989 658	4 266 787	15 359 399

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Tableau des provisions

Provisions	Montant début de l'exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin de l'exercice
I - Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	-	-	-	-
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI)	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	748 270	269 607	202 696	815 180
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL I	748 270	269 607	202 696	815 180
II - Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	-	43 500	-	43 500
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	-	-	-	-
Provision pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL II	-	43 500	-	43 500
III - Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations :				
- incorporelles	-	-	-	-
- corporelles	-	-	-	-
- titres mis en équivalence	-	-	-	-
- titres de participations	-	-	-	-
- autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur stocks et en cours	-	-	-	-
Sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL III	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	748 270	313 107	202 696	858 680
Dont dotations et reprises				
- D'exploitation		43 500	-	
- Financières		-	-	
- Exceptionnelles		269 607	202 696	

Les reprises de provision ont toutes été utilisées au cours de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis
- Base de calcul : salaire annuel moyen
- Taux d'actualisation : 3,36 %
- Coefficient de revalorisation : 2 %
- Age du départ à la retraite : 65 ans
- Initiative du départ : salarié
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de mortalité : TG 05
- Taux de charges sociales : 45 %

		Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Engagement retraite	Provisionné			
	Non Provisionné	90 221		
Total		90 221		

Dettes

Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 218 155 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	+ 1an, 5 ans au +	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max, à l'origine	1 119	1 119	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	6 053 506	6 053 506	-	-
Personnel et comptes rattachés	599 348	599 348	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	592 803	592 803	-	-
Impôts sur les bénéfices	143 935	143 935	-	-
T.V.A.	352	352	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	1 239 382	1 239 382	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	8	8	-	-
Autres dettes	587 702	587 702	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	9 218 155	9 218 155	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	-			

Charges à payer

Charges à Payer :		Montant
Congés payés	Congés payés	269 114
	Charges sociales	-
	Charges fiscales	-
		-
Intérêts Courus	Emprunts et Dettes	-
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	1 119
	Concours bancaires courants	-
Autres Charges	Factures à recevoir	282 159
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	-
	Participations des salariés	314 100
	Personnel	12 178
	Organismes Sociaux	192 708
	Autres charges fiscales	1 222 858
	Divers	-
Total		2 294 236

Évaluation des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Marchandises	-	-	-
Production	Biens	-	-
	Services	30 220 551	30 286 335
Chiffre d'affaires total		30 220 551	30 286 335

Transferts de charges

Nature	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges	4 014	-1 000
Transferts de changes (pourboires)	143 757	151 693
Autres remboursements	5 327	-
Remboursements indemnités assurance	76 568	50 176
Total	229 666	200 869

Résultat financier

	Exercice N	Exercice N-1
Produits Financiers de Participations	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	4 634	2 143
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	16 861	4 853
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total Produits Financiers	21 495	6 996
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Différence négative de changes sur les créances et dettes financières	27 093	15 658
Intérêts et charges assimilées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	27 093	15 658
Résultat financier	-5 598	-8 662

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits Exceptionnels sur Opération en capital	599 847	1 687 348
Reprise pour provisions pour risques et charges	202 696	387 367
Total produits exceptionnels	802 543	2 074 715
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 842 315	1 041 613
Charges Exceptionnelle sur Opération en capital	643 233	1 683 522
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	269 607	224 423
Total charges exceptionnelles	4 755 155	2 949 558
Résultat exceptionnel	-3 952 612	-874 842

Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt

	Avant IS	Impôt taux réduit (*)	Impôt taux normal (*)	Résultat Net
Résultat courant	1 680 075		2 498 618	-818 543
Résultat exceptionnel	-3 952 612		-748 706	-3 203 906
Participation des salariés	-314 100		-69 763	-244 337
Total	-2 586 637	-	1 680 149	-4 266 787

(*) Comporte les crédits d'impôts.

Honoraires des commissaires aux comptes

Exercice N	Montant
Mission de contrôle légal des comptes	10 000
Autres prestations	
Total	10 000

Autres informations spécifiques

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle,

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de :

Catégorie	Effectif moyen
Cadres	
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	150
Ouvriers	
Total	150

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Autres engagements donnés (crédit-bail mobilier)	2 823
Engagement en matière de pensions	90 221
Total	93 044
Dont concernant :	
- Les dirigeants	
- Les filiales	
- Les participations	
- Les autres entreprises liées	

Notification d'un contrôle fiscal

Un contrôle fiscal a lieu portant sur les exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 et uniquement sur la TVA pour la période allant du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018.

L'administration fiscale a étendu son contrôle à la société du Groupe, Backroads Inc, car elle considère que cette dernière a un établissement permanent en France. Backroads Inc étant le client de 801France et l'administration fiscale considérant que celle-ci a un établissement stable en France, elle en a conclu que 801France aurait dû facturer avec TVA ses prestations à Backroads Inc.

Aussi, des propositions de rectification fiscale au titre de ces 4 exercices ont été adressées à la société 801France contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 5.931.466 euros en principal et 414.425 euros en pénalités de retard, soit un total de 6.345.891 euros. Un avis de mise en recouvrement pour cette somme a été envoyé à la société le 16 décembre 2022 qui est contesté.

Les sommes redressées sont contestées par la société. Cette dernière considère la position de l'administration fiscale concernant la présence d'un établissement permanent de Backroads Inc en France comme infondée.

Bien que la société conteste les sommes redressées, elle a payé à l'administration fiscale le 23 mars 2023 le montant de 5.464.430,59 euros. Ce montant complété du montant de 467.035,41 euros saisi le 3 novembre 2020 par l'administration fiscale correspond au montant des droits de 5.931.466 euros sans les pénalités de retard de 414.425 euros. Aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, le 22 décembre 2022, la société a reçu une proposition de rectification fiscal portant sur la TVA de l'exercice clos au 31 décembre 2019 contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 2.906.987 euros en principal et 237.149 euros en intérêts de retard. Ces sommes sont également contestées par la société pour le même motif que celui du contrôle fiscal précédent et aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Soutien financier du Groupe

La société mère BACKROADS confirme soutenir financièrement sa filiale 801France jusqu'au 30 juin 2026,